

## **Travail fédéral : avancer encore, pour renforcer le SNES et la FSU !**

Dans la fiche 2 du thème C, il est question des liens entre le SNES et la FSU, et de la nature du travail fédéral. Si la nécessité de celui-ci est réaffirmée, ce que nous partageons, le SNES y est présenté comme central et majoritaire dans la FSU, ce qui justifierait qu'il bénéficie d'une part encore plus importante de décharges pour les CSA.

C'est vrai que le SNES est important, mais le SNUIPP ne l'est pas moins, et quand bien même, nous avons besoin de tous les apports des syndicats nationaux (SN), y compris des plus « petits » tant ils contribuent à donner cette vision cohérente des mesures qui touchent l'Éducation Nationale dont nous avons tellement besoin. Par ailleurs, si la FSU est une fédération de SN, elle porte aussi très haut le trépied (SN, tendances et sections départementales), qui a présidé à sa création et qui est sa richesse.

Le SNES, en tant que « gros » SN, dispose déjà de moyens militants plus importants. C'est donc le travail collectif et fédéral qu'il faut développer pour que la charge de travail soit mieux partagée. Cela suppose que le SNES flèche et augmente la part de ses décharges dévolues à ce travail fédéral, y compris (et surtout) si l'on veut que les militant·es du SNES investi·es dans la fédération gardent aussi un ancrage fort dans leur SN. Dans le cadre des CAP 2<sup>nd</sup> degré, le SNES ne doit pas oublier le travail avec le SNUIPP et le SNESUP : des commissaires paritaires y sont élu·es pour représenter, aussi, les personnels qui travaillent dans le secondaire, mais sont issus des corps du premier degré et du supérieur. Enfin, le premier stade du travail fédéral est en effet celui du travail commun entre SN, et nous avons avancé dans ce domaine, en particulier avec le SNEP et le SNUEP. Toutefois, une marge de progrès existe pour élargir et développer la force de frappe des SN et de la fédération. L'exemple le plus frappant est celui des AESH : localement, leur prise en charge est bien fédérale dans les SD, et tous les SN concernés par leur syndicalisation avancent ensemble pour porter les revendications qui les concernent. Il est donc nécessaire d'investir encore davantage les secteurs et groupes de travail fédéraux (GT) existants, et de les décliner à l'échelle locale.

Si le SNES a toute légitimité à porter les revendications de son champ dans le cadre fédéral, il a aussi besoin, à l'inverse, de la réflexion fédérale pour mieux porter la globalité et la cohérence des attaques et lutter contre. C'est la raison pour laquelle le travail fédéral ne peut se résumer à un travail commun entre SN enseignants, a fortiori du seul second degré, y compris lorsqu'il a pour objet les questions éducatives. On le voit sur la formation des enseignant·es (FDE), qui concerne un très grand nombre de métiers de l'école, et pas seulement les enseignant·es des premier et second degrés. Combattre la réforme à venir et promouvoir une formation améliorée suppose une démarche fédérale « grand angle », qui doit être travaillée dans le cadre du secteur fédéral Éducation et du GT FDE. Dans le même ordre d'idée, le G9 a son utilité, mais ne peut se substituer à un travail fédéral plus global. A l'échelon local aussi, le travail fédéral peut gagner en force. Dans les établissements, les syndicats de la FSU doivent continuer à développer le travail militant en commun. Il est par conséquent nécessaire de développer les outils de syndicalisation, de communication et de lutte mutualisés. L'émergence de S1 fédéraux serait un plus, qui n'entre pas en contradiction avec l'existence de S1 du SNES. Les SD et les S2 sont des points d'appui pour nous permettre d'avancer.

Le SNES et la FSU s'enrichissent et se renforcent mutuellement. L'affichage de l'appartenance du SNES à la FSU est un plus, pas seulement dans le cadre des élections professionnelles. La réflexion sur la mise en avant de cette appartenance doit être poursuivie, par exemple en citant le sigle FSU avant celui du syndicat.

Marie Haye, École Émancipée.